

**«Appel public au Conseil d'Etat
et au Conseil administratif de la Ville de Genève»**

**Pas d'entrave au droit de manifester sa solidarité avec le peuple
palestinien**

Pour l'autorisation des piquets quotidiens place Bel-Air

**Pour l'annulation des contraventions infligées au Collectif Urgence
Palestine**

Voilà plus de trois mois que la population civile de Gaza subit, avec une condescendance choquante au niveau international, la «riposte» israélienne aux attaques du 7 octobre par le Hamas. Attaque dont elle n'est en rien responsable.

Le bombardement massif et systématique des villes palestiniennes cause, sous les yeux du monde, un massacre et une destruction d'infrastructures d'une violence inouïe. Des crimes de guerre et contre l'humanité sont avérés, tandis que la qualification de génocide, compte tenu du blocus infligé et de ses conséquences sur l'ensemble d'une population y compris à long terme (dommages physiques et psychiques), a conduit l'Afrique du Sud à saisir la Cour internationale de justice. La Cour pénale internationale, de son côté, a été sollicitée par le Mexique et le Chili afin d'enquêter sans délai sur les crimes de masse commis contre des civil·es.

Face à l'horreur indicible, des citoyen·nes se mobilisent dans la ville dépositaire des Conventions de Genève, refusant de céder à la sidération ou à la complicité silencieuse. Outre les manifestations qui, dans toutes les grandes villes de Suisse, ont vu défiler semaine après semaine plusieurs générations et toutes les origines, côte à côte, contre l'annihilation et la déportation de tout un peuple, le Collectif Urgence Palestine (CUP) assure une présence quotidienne par ses piquets silencieux et pacifiques d'une heure (17h30-18h30), au centre-ville.

Par tous les temps et quelles que soient les préoccupations dominantes (par exemple les fêtes de fin d'année), quelques dizaines de personnes tiennent à marquer leur solidarité avec le peuple de Gaza, à qui toute humanité est déniée. Elles le font avec et parfois sans les autorisations dûment délivrées et autant que possible dans des lieux de passage, sur la place Philibert-Berthelier, à Bel-Air, où au pied de la fontaine en bas de la rue de la Cité.

Or les autorités cantonale et communale ont décidé de limiter drastiquement les rassemblements mobiles à un jour au lieu des cinq par semaine autorisées jusqu'au début 2024, et dans deux lieux inadéquats sur trois. Des contraventions pour plusieurs milliers de francs ont été infligées à des membres du CUP, de manière totalement disproportionnée. Face à l'urgence et à la gravité de la situation humanitaire à Gaza, compte tenu du déroulement pacifique de ces piquets qui n'engendrent aucune perturbation ni de la circulation des personnes ni du trafic TPG, les soussigné·es demandent aux administrations cantonale et municipale

- 1) de lever la restriction aux rassemblements quotidiens du CUP
- 2) d'annuler les amendes infligées aux participant·es à ces piquets

Jean Ziegler, sociologue, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies; Carlo Sommaruga, conseiller aux Etats (PS); Lisa Mazzone, ancienne conseillère aux Etats (les Vert·es); Julia Steinberger, chercheuse en économie écologique et militante pour le climat; Fabienne Abramovich, danseuse, chorégraphe et réalisatrice, collectif de la Grève féministe; Maryelle Budry, conseillère municipale EàG, collectif de la Grève féministe; Françoise Nyffeler, anc. députée EàG, collectif de la Grève féministe; Nicolas Wadimoff, cinéaste; Christian Lutz, photographe; Alain Bittar, directeur de l'Institut des cultures arabes et méditerranéennes (ICAM); Hervé Loichemol, metteur en scène; Anne Durand, comédienne; Jacob Berger, cinéaste; Béatrice Graf, musicienne et compositrice; Delphine Wuest, comédienne et conseillère municipale (les Vert·es); Mathieu Menghini, historien, professeur d'histoire et de pratiques de l'action culturelle (HES-SO); Maria Watzlawick, programmatrice, festival Black Movie; Dominique Ziegler, dramaturge et metteur en scène; Laurent Aubert, anthropologue et musicien, anc. conservateur du dép. d'ethnomusicologie au Musée d'ethnographie de Genève (MEG); Cyril Yeterian, fondateur des groupes Mama Rosin et Cyril du magasin de disque, café et label associatifs Bongo Joe; Sandro Rossetti, architecte, co-fondateur de l'AMR, du Théâtre du Loup et de la Fanfare du Loup; Anna Gabriel, syndicaliste (Unia); Erica Deuber Ziegler, historienne de l'art anc. députée (AdG); Sylvain Thévoz, député PS; Brigitte Studer, Conseillère municipale EàG; Léonard Ferati, député PS; Léna Strasser, député PS; Jérôme Fontana, militant Vert'Lib; Julien Nicolet-dit-Felix, député Les Vert.e.s; Dilara Bayrak, députée Les Vert.e.s; Lara Atassi, députée Les Vert.e.s; Joëlle Bertossa et Manuel Zwyszig, coprésident-es du PS Ville de Genève; Philippe de Rougemont, député Les Vert.e.s; Nicolas Walder, conseiller national, Les Vert.e.s; Maria Pérez anc. Conseillère municipale EàG; Livia Zbinen, conseillère municipale EàG; Charlotte Meierhofer, Conseillère municipale EàG; Christian Zaugg, conseiller municipal EàG; Franz Treichler (Young Gods); Blaise Crouzier, architecte;